



DEPARTEMENT DE LA REUNION COMMUNE DE SAINTE-DENIS

**Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'itinéraires cyclables
sur les secteurs Sainte-Clotilde, Moufia et le Chaudron**

MARCHE PUBLIC DE SERVICE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.) Appel d'offres

Maître de l'ouvrage : Communauté Intercommunale du **NO**rd de la **Ré**union
3 , rue de la Solidarité – CS 61025 - 97 495 Sainte Clotilde CEDEX
(Réunion – France)

ATTENTION : A compter du 1^{er} OCTOBRE 2018, Toutes les communications et tous les échanges d'informations (*retrait du DCE, demande d'obtention de renseignement complémentaire, remise des candidatures et des offres.....*) seront effectués via la plateforme de dématérialisation : <https://marches.cinor.fr>

Date limite de réception des offres : **6 NOVEMBRE 2024 à 12 heures locales**

ARTICLE 1 - OBJET

La présente consultation concerne une *Mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation d'itinéraires cyclables sur les secteurs Sainte-Clotilde, Moufia et le Chaudron*

ARTICLE 2 - CONDITIONS

2.1 - Etendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure d'appel d'offres (**articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique**).

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Le marché est décomposé en 2 lots :

Lot 1 – Rues Brassens, Foucque, Wagner, Lory Les Hauts

Le lot 1 concerne l'aménagement des rues Brassens, Hyppolyte Foucque, Wagner, Lory Les Hauts et comprend et les éléments de mission suivants :

Mission témoin :

- Etudes d'avant projet (AVP);
- Etudes de projet (PRO);
- Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) uniquement pour les rues Brassens, Foucque, Lory Les Hauts ;
- Synthèse et le visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA) uniquement pour les rues Brassens, Foucque, Lory Les Hauts ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) uniquement pour les rues Brassens, Foucque, Lory Les Hauts ;
- Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) uniquement pour les rues Brassens, Foucque, Lory Les Hauts.

Missions complémentaires :

OPC : Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC) ;

MC1: Assistance réunions d'information et communication

MC2: Réalisation d'insertions paysagères du projet

Lot 2 - Liaison Technopole - Université

Le lot 2 concerne l'aménagement de la liaison entre la Technopole et l'université (rue du Béarn, Guadeloupe, voie nouvelle) et les éléments de mission suivants :

L'aménagement comportant un ouvrage d'art (passerelle), le Maître d'œuvre devra se conformer à la circulaire N° 94-56 du 5 mai 1994 - Annexe III «Spécificité des études d'ouvrages d'art».

Mission témoin :

- Etudes préliminaires d'ouvrage d'art (AVP/EPOA) ;
- Etudes de projet d'ouvrage d'art (PRO/POA);
- Assistance au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- Synthèse et le visa des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA) ;
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;
- Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).

Missions complémentaires :

OPC : Ordonnancement, coordination et pilotage du chantier (OPC) ;

MC1: Assistance réunions d'information et communication

MC2: Réalisation d'insertions paysagères du projet

MC3 : Etablissement du dossier d'autorisation au titre du code de l'environnement Livre II titre 1^{er} (article L.214-1 à L.214-6) et des dossiers relatifs aux compléments d'information que pourrait demander les services instructeurs ainsi que le suivi du dossier.

MC4 : Etablissement du dossier portant autorisation d'occupation temporaire du Domaine Public Fluvial (AOT) ainsi que son suivi.

MC5 : Suivi environnemental des travaux

MC6 : Etudes hydrauliques complémentaires

MC7 : Etudes géotechniques G1, G2, G4 au sens de la norme NF P 94-500 – version 2013

Le candidat réunira impérativement les compétences dans les domaines suivants :

Lot 1 :

- ingénierie en aménagement urbain
- ingénierie d'ouvrage d'infrastructures
- ingénierie d'études paysagères
- ingénierie d'éclairage urbain

Lot 2 :

- architecture d'ouvrage d'art
- ingénierie d'ouvrage d'infrastructures et ouvrages d'art
- ingénierie en aménagement urbain
- ingénierie d'études paysagères
- ingénierie d'éclairage urbain
- ingénierie en urbanisme réglementaire
- ingénierie d'études environnementales
- ingénierie d'études hydrauliques torrentielles et urbaines
- ingénierie géotechnique

étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

2.3 – Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

2.4 – Durée ou délai d'exécution

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et article 4 de l'acte d'engagement.

2.5 - Sous-traitance : Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées **aux articles R. 2193-1 et suivants du code de la commande publique** et à **l'article L. 2193-3 du code de la commande publique** : ATTENTION, LA SOUS-TRAITANCE EST INTERDITE POUR DE LA FOURNITURE, SAUF SI LE MARCHE COMPORTE DES PRESTATIONS DE SERVICES OU DES TRAVAUX DE POSE OU D'INSTALLATION)

2.6 – Pièces remises aux candidats (pièces constitutives du dossier de consultation)

- 1) Le formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités)
- 2) Le présent règlement de consultation ;
- 3) L'acte d'engagement (si le marché est alloti : un acte d'engagement par lot est remis) ;
- 4) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 5) Le programme des travaux et ses annexes;
- 6) Le cadre de mémoire technique par lot
- 7) Le cadre de mémoire environnemental par lot

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les soumissionnaires produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

Les dossiers transmis par les candidats comportent une enveloppe contenant les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces sont énumérées au **3-1 ci-dessous**), ainsi que les pièces relatives à l'offre (les pièces sont énumérées au **3-2 ci-après**).

3.1 LE DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENDRA LES PIECES SUIVANTES :

Pièces de candidature réclamées :

A) Lettre de candidature (**formulaire DC1**) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre pas dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique, et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail

B) Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du code de la commande publique), OU récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent

III.1.2) Capacité économique et financière

C) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

NB : Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur (exemple : attestations d'assurances pour risques professionnels ou garanties bancaires ou bilans prévisionnels...).

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

D) Déclaration du candidat indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années,

E) Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

F) présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprises, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché.

NB : Critères objectifs de participation : Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Notamment, il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges)

NB : Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

NB En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées.

Nb : l'acheteur public accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à **l'article R. 2143-4 et les articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique** :

IMPORTANT

1/ Conformément à **l'article 2143-4 du code de la commande publique**, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus. Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un document unique de marché européen qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition de confirmer que les informations qui y figurent sont toujours valables.

2/ Conformément aux articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code de la commande publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, sur les références professionnelles, les effectifs, moyens matériels, **justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession** ...) à condition :

- **Soit** que la CINOR puisse obtenir directement ces documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR.

- **Ou Soit** que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables)

3.2 LE DOSSIER RELATIF A L'OFFRE DU CANDIDAT CONTIENDRA :

a) L'acte d'engagement complété (Si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

b) Le mémoire argumentaire, **un par lot**

Les documents remis par le maître d'ouvrage, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).

La Personne publique se réserve le droit de se faire communiquer les sous détails des prix unitaires ou les décompositions des prix forfaitaires qu'elle estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

NB 1 : Si un mémoire technique est réclamé ci-avant, le mémoire est contractuel dans son ensemble

NB 2 : Dans le cas uniquement où une ou plusieurs variantes sont admises pour le(s) lot(s) ou le marché concerné(s) tels qu'indiquées à l'article 2.3 du présent règlement de consultation, les candidats pourront remettre un dossier particulier complet « offre variante » par variante proposée, comprenant l'ensemble des pièces au 7.1.2 du présent article.

Dans le cas où les variantes sont autorisées et dans le cas où le candidat choisira de remettre une offre de base et une ou plusieurs offres en variante, le candidat pourra remettre :

- Des mémoires techniques argumentaires communs pour la solution de base et la solution en variante pour tous les cas où il y a identité de dispositions entre les solutions.

- et un additif « variante » aux mémoires précités de nature à étayer dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux en fonction de la variante considérée.
- Il est bien précisé :
- Le candidat peut remettre uniquement une offre de base et n'est pas obligé de remettre une ou plusieurs offres en variante
 - le candidat peut remettre uniquement une ou plusieurs offres en variante sans déposer obligatoirement une offre de base.
 - Enfin, il peut remettre une offre de base et une (ou plusieurs) offre(s) en variante

ARTICLE 4 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

4.1 - Critère de sélection des candidatures

Les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles du candidat, et ce au regard des pièces énumérées à l'article 3.1 ci-avant. Les candidatures qui ne seront pas satisfaisantes au regard des éléments précités seront éliminées.

Le candidat réunira impérativement les compétences dans les domaines suivants :

Lot 1 :

- ingénierie en aménagement urbain
- ingénierie d'ouvrage d'infrastructures
- ingénierie d'études paysagères
- ingénierie d'éclairage urbain

Lot 2 :

- architecture d'ouvrage d'art
- ingénierie d'ouvrage d'infrastructures et ouvrages d'art
- ingénierie en aménagement urbain
- ingénierie d'études paysagères
- ingénierie d'éclairage urbain
- ingénierie en urbanisme réglementaire
- ingénierie d'études environnementales
- ingénierie d'études hydrauliques torrentielles et urbaines
- ingénierie géotechnique

étant précisé en cas de groupement que l'un des membres peut réunir plusieurs compétences.

4.2 - Critères de jugement des offres

1) Valeur technique de l'offre, pondérée à 50 %

La valeur technique N1 fera l'objet d'une notation sur 20 appréciée à partir de la précision, de la pertinence et de l'adéquation aux besoins des éléments fournis dans le mémoire argumentaire et de leur cohérence avec les autres constituants de l'offre, notamment le rapport entre le temps passé et le prix, faisant état de :

Eléments du mémoire argumentaire	Note mini	Note maxi
Méthodologie proposée pour l'exécution de la mission et notamment des éléments de missions complémentaires. Le candidat devra joindre un calendrier détaillé de l'opération (lot).	0	8
Organisation rationnelle et qualitative du travail en termes de moyens humains mis en œuvre pour l'exécution du marché, y compris pour les partenaires éventuels proposés apprécié sur la base de : <ul style="list-style-type: none"> - la composition et les compétences de l'équipe ainsi que leurs rôles et tâches (noté sur 6 points) 	0	6

- la décomposition du temps passés, par chacune des personnes constituant l'équipe de maîtrise d'œuvre, et pour chaque élément de la mission (noté sur 6 points).	0	6
---	---	---

Exemple de décomposition à renseigner :

Eléments de mission de MOE	Chef de projet Rôles et tâches :		Ingénieur VRD Rôles et tâches :		Dessinateur/ projeteur Rôles et tâches :		Etc. Rôles et tâches :	
	Coût / jour € HT		Coût / jour € HT		Coût / jour € HT		Coût / jour € HT	
	Journée	Coût	Journée	Coût	Journée	Coût	Journée	Coût
Etudes d'avant projet								
Etudes de projet								
Etablissement du DCE								
Examen des candidatures et analyse des offres								
Visa des EXE								
Direction de l'exécution des travaux								
AOR et GPA								
Missions complémentaires OPC MC1 MC2								
TOTAL								

La note technique finale N1 sera calculée ainsi : plus les éléments fournis seront précis et pertinents et plus la note sera élevée.

2) Prix des prestations, pondéré à 35%

Le prix des prestations fera l'objet d'une notation sur 20 calculée de la manière suivante :

Note prix : N2 = 20 x (Md/P)

Où **P** est le prix de l'offre notée et **Md** le prix de l'offre la moins disante.

3) Performance Environnementale, pondérée à 15%

La valeur de performance environnementale des prestations **N3** sera notée sur 20 points.

Le candidat devra détailler dans une note méthodologique les mesures les plus pertinentes à préconiser aux entreprises pour réduire l'impact environnemental du futur chantier en cohérence avec le programme des travaux :

Thématiques	Objectif	Note mini	Note maxi	Mesures préconisées par le candidat
Biodiversité	Réduire l'impact sur la faune et la flore environnante	0	4	
Gestion des déchets	Optimiser la gestion des déchets de chantier	0	4	
Ressource en eau	Limiter l'impact du chantier sur la ressource en eau à proximité	0	4	
Qualité de l'air	Limiter les poussières provenant du chantier en construction	0	4	
Energie	Favoriser la réduction des consommations d'énergie des équipements électriques	0	4	

4) Classement

Le classement global des offres résulte d'une pondération entre la valeur technique N1 (50%), le prix N2 (35%) et la performance environnementale N3 (15%).

Note Globale : $NG = (0.50 \times N1) + (0.35 \times N2) + (0.15 \times N3)$

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée. L'offre sera retenue en fonction des critères de jugements suivants (par ordre de priorité décroissante de la note globale).

NB 1 : Pour le marché (ou chaque lot si le marché est alloti) et dans le cas où la valeur technique (ou la performance en matière de performance environnementale) est un critère de jugement des offres, un sous critère de la valeur technique (ou de la performance en matière de performance environnementale) non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0. Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivalra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance en matière de protection de l'environnement (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB 2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, + 1 euro à chacune des offres comparées (et donc +1 au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix)

NB 3 : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés dans le présent document, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée 1^{ère} et déclarée attributaire.

NB 4 REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE :

Si les prestations sont à prix forfaitaire, la disposition suivante s'applique : Le **montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de corrections des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Si les prestations sont à prix unitaire, la disposition suivante s'applique : en cas de discordance ou d'erreurs de prix constatées dans l'offre du candidat, **les prix unitaires sont réputés intangibles et les indications portées dans le bordereau de prix unitaires (BPU) prévaudront**. Le(s) montant(s) total(aux) indiqué(s) éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. La Collectivité pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence. S'il est demandé aux candidats de remettre un détail quantitatif estimatif dans leur offre, **les candidats devront répondre sur les quantités qui figurent au détail quantitatif estimatif sans modifier les quantités sous peine de voir cette offre déclarée irrégulière** : toutefois, par dérogation à cette sanction de principe, dans le cas où la modification d'une ou plusieurs quantités résulterait manifestement d'une erreur purement matérielle (par exemple : erreur matérielle dans le report ou dans la retranscription de la bonne quantité sur le DQE remis par le candidat, le candidat ayant par exemple travaillé le DQE sur son propre fichier informatique en omettant par erreur de reprendre la bonne quantité fournie initialement), le pouvoir adjudicateur pourra demandé au(x) candidat(s) concerné(s) **de confirmer les prix unitaires du BPU réputés intangibles**, en appliquant à ces prix les bonnes quantités du DQE soumises initialement à la consultation. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour irrégularité.

Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, La seule exception qui sera admise au caractère intangible du prix unitaire (si le marché est à prix unitaire) ou du montant total général (si le marché est à prix global et forfaitaire) est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'Etat (N°349149, du 21 septembre 2011) où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue ».

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 3 du présent règlement **au plus tard avant la date et heure indiquées en page 1 du cahier des charges**. Les candidatures et les offres seront rédigées en langue française et l'offre formulée en euros.

Pour la remise des candidatures et des offres par les candidats : *Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises **uniquement par voie électronique** :*

- sur le site www.cinor.org, Rubrique : Marchés publics en cours (cliquer sur l'action : accéder à la consultation),

- **ou sur le lien direct** : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question)

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr> Rubrique : Aide

Important : pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les pré requis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation. Les documents transmis par les soumissionnaires à la personne publique devront obligatoirement être aux formats texte ou tableau ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

IMPORTANT : Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut parallèlement transmettre, **à titre de copie de sauvegarde**, les documents précités (candidature et offre) sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB, etc...) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- « le titre du marché concerné »
- « copie de sauvegarde ».

Elle ne pourra être ouverte que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention : La copie de sauvegarde peut aussi être transmise par voie électronique conformément aux dispositions du [décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022](#)

IMPORTANT : CONCERNANT LA SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT (qui n'est plus obligatoire au stade du dépôt de l'offre)

Afin de simplifier le dépôt des offres, **le code de la commande publique, ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.**

Le candidat peut signer l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure du seul candidat déclaré attributaire.**

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 sur la signature électronique et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

1° L'identité du signataire ;

2° L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne)

3° Le respect du format de signature mentionné à l'article 3 (**Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015).**

4° Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (**ATTENTION AU DELAI DE VALIDITE du certificat délivré habituellement pour une année)**

5° L'intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas dans le délai imparti par la personne publique d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier (*une fois l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant obligatoirement la signature électronique, les dispositions du précédent alinéa ne s'appliqueront plus, et l'absence de remise de l'acte d'engagement signé conformément à l'arrêté du 12 avril 2018, dans le délai imparti entraînera le rejet de l'offre*)

En tout état de cause, l'absence, de remise de l'offre signée électroniquement (*ou à défaut de manière manuscrite par voie papier jusqu'à l'entrée en vigueur prochaine de l'arrêté imposant la signature électronique*), dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

De même l'absence de remise de tous les documents et justificatifs demandés à l'article 8 du RC, dans le délai imparti par la Personne publique, entraînera le rejet de l'offre.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard **12 jours** avant la date limite de remise des offres une demande **par voie électronique sur le site internet : <https://marches.cinor.fr>**, et ce en suivant les instructions ci-après :

1/ Ouvrir l'affaire concernée sur le site : <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « **accéder à la consultation** »

2/ Onglet **Question** – Puis **Poser une question**

3/ Rédigez votre question dans le cadre **Question (250 caractères max)** ou/et **joindre un fichier** en cliquant sur **Parcourir**

4/ **Envoyer**

The screenshot shows the 'Poser une question' (Ask a question) interface on the marches.cinor.fr website. The interface includes a navigation bar with links: 'Publicité / Téléchargement', 'Question', 'Dépôt', and 'Messagerie sécurisée'. Below the navigation bar is a section titled 'Liste des questions posées' with a 'Poser une question' button. The main content area shows 'Aucun résultat trouvé'. Below this is the 'Poser une question' form. The form has a title 'Poser une question' and a note 'Le symbole * indique les champs obligatoires'. It contains a text input field for 'Question (250 caractères max.) *', a file upload section for 'Joindre un fichier :', and two buttons: 'Annuler' and 'Envoyer'. Annotations with arrows point to various elements: 'Clic sur Questions' points to the 'Question' link in the navigation bar; 'Poser une Question' points to the 'Poser une question' button; 'Rédiger la question Ou/ Et joindre un fichier' points to the text input field and the file upload section; 'Envoyer' points to the 'Envoyer' button.

Une réponse sera alors apportée à tous les candidats au plus tard **6 jours** avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES PLIS

La date et heure limites de réception des candidatures et des offres sont celles fixées en page 1 du règlement de consultation.

Les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus, sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais .

ARTICLE 8 - PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT :

-Articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique : Il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées à **l'articles R. 2143-6 et suivants du code de la commande publique.**

- le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat (ATTENTION : une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant, comme par exemple les statuts ou mandat...)

- En cas de groupement : Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'AAPC ou le présent RC au stade de l'attribution, le groupement devra revêtir cette forme

L'habilitation doit être valable et émaner d'une personne habilitée à engager le co-traitant (fournir le justificatif de pouvoir également)